

# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE  
JEUDI 20 MARS 1969  
N° 404. 1,50 F



Le VI<sup>e</sup>  
congrès



# Sommaire

- |   |   |
|---|---|
| 4.  | 8.  |
| 6. A bas l'université de classe (résolution de la commission Université). | 9. La résolution finale. Les consignes de vote et la plate-forme pour le Référendum. La direction politique nationale, le bureau national et les commissions de contrôle financier et des conflits. |
| 5.  | 12.   |
| 11.   | 14. L'organisation du part (thèse 14).  |
| 15. Messages des partis frères et des organisations amies.                | 16.   |
| 7.  | 13. Ce n'est qu'un début. Manuel Bridier.   |
| 10. Les contre-propositions d'Alain Badiou et d'André Garnier.            |   |

## Chers camarades,

Le présent numéro de T.S. ne pouvait prétendre, pour des raisons matérielles et les délais de parution, à rendre compte de l'intégralité des travaux du 6<sup>e</sup> Congrès. Ces travaux seront publiés ultérieurement, à l'exception de la thèse 14 que l'on trouvera ici amendée.

Nous avons donc choisi de présenter les décisions du Parti et ce qui s'est dégagé de plus significatif au cours des trois journées. A noter que les séries de contre propositions d'A. Badiou et d'A. Garnier n'ont pas été retenues par le Congrès; les chiffres des différents votes seront indiqués dans le document complet.

D'autre part, toujours par des motifs pratiques, nous n'avons pu reproduire les déclarations du F.N.L. et de la Ligue des Communistes yougoslaves. En outre, nous avons dû reporter les messages de tous nos camarades français, de « Rouge », « Lutte Ouvrière », « CIMR Commune », du P.C.M.L.F. et d'« Objectif 72 ».

La rédaction de T.S.

## En bref

REUNION DU CEDETIM : à l'économie capitaliste et à l'économie marxiste. »  
Vendredi 21 mars à 20 h 30, au Parti :

« LES PAYS SOCIALISTES ET LE TIERS MONDE » S'inscrire au C.C.N.J.-P.S.U. : 81, rue Mademoiselle.

Réunion du Groupe Informatique : Jeudi 27 mars à 20 h, au siège du Parti :

« LE PLAN CALCUL »

Stage de formation jeunes, les 5, 6, 7 avril dans la région parisienne. « Initiation à l'économie capitaliste et à l'économie marxiste. »

A l'issue du congrès de Dijon, un camarade a pris par mégarde l'imperméable d'Edouard Depreux — marque « Nino » et lui a laissé un vêtement plus petit — marque « fabriqué en véritable Ninoflex » — L'échange est-il possible ?

## Vos communications intérieures et extérieures s'accélèrent...

Faites connaissance avec l'équipement le plus moderne et le plus sûr : l'offset de bureau GESTETNER. Dans une des 35 succursales Gestetner, vous pourrez toucher du doigt la qualité de reproduction, la simplicité de conduite, la rapidité des tirages et changements. → Voulez-vous vous joindre aux responsables industriels, commerciaux et administratifs que nous convions à nos stages-éclairés ? Dans une ambiance détendue, vous pourrez vous faire une opinion. Demandez votre invitation personnelle à Gestetner - Service 250 - 71, Rue Camille Groult. 94-VITRY. Tél. : 482-47-85. → « Communiquer plus et plus vite » c'est le titre de la documentation que Gestetner a établie à votre intention. Demandez-la au Service 687.

## PETITE ENCYCLOPÉDIE POLITIQUE

### Les mots-clés

par

J. BOISSONNAT  
G. BUIS  
F. CARRIÈRE  
CASAMAYOR  
F. CHATELET  
J. DAUTUN  
J.-M. DOMENACH  
C. DUTREMBLAY  
M. DUVERGER  
P. FABRA  
B. FARHI  
P.-M. DE LA GORCE  
A. HAURIUO  
G. HENEIN  
J. JULLIARD  
J. LACOUTURE  
J. LAVRILLÈRE  
J.-J. MARIE  
E. MOSSÉ  
A. MURCIER  
R. PIVIDAL  
P. ROSSI  
R. SÉRÉNAC  
G. SITBON  
J. VALEURS  
P. VIANSSON-PONTÉ

Coll. "L'Histoire immédiate" dirigée par J. Lacouture, dessins de Chaval, 304 p. 21 F

# SEUIL

# tribune

socialiste

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

Comité de Rédaction  
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonnes, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Gilbert Hercet, Michel Johan, Alain Malory, Claude Rendel, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

Maquette  
Claude Picart

Publicité  
Jean-Claude Gillet

Directeur de la Publication  
Guy Degorce

Hebdomadaire du P.S.U.

Rédaction - Administration et Publicité :  
54, Bd Garibaldi  
Paris (15<sup>e</sup>)  
Tél. : SUF. 19-20

Le présent numéro est tiré à 27.000 exemplaires

Abonnements  
6 mois ..... 22 F  
1 an ..... 43 F  
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale au Siège de l'administration

S.A.I.E.M., 61, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris-9<sup>e</sup>

## Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.  
81, RUE MADemoiselle, PARIS-15<sup>e</sup>



# Le 6<sup>e</sup> congrès

Michel Rocard

Ce fut un congrès difficile mais les congrès faciles masquent souvent, dans les formations politiques, l'absence de véritable contestation ou bien sont le résultat d'une préfabrication.

Ce fut un congrès passionné mais le 6<sup>e</sup> congrès du PSU méritait la passion :

C'était le premier congrès du courant socialiste en tant que tel.

A Clichy, en 1961, le PSU proposait la constitution d'un Front Socialiste, entendu comme rassemblement progressif de toutes les forces de gauche. Depuis huit ans, de congrès en conseils nationaux, au milieu d'hésitations nombreuses, nous avons pris la mesure de ce qu'il fallait apporter à un socialisme révolutionnaire et cohérent, nous avons compris que la direction des luttes ne pouvait être laissée à des partis hors d'état d'assurer la victoire du socialisme, en un mot nous avons découvert ce qui nous distinguait des courants de la gauche traditionnelle.

C'était ensuite un congrès où se sont vécues les difficultés et les rigueurs de la démocratie c'est-à-dire un congrès fondé sur des affrontements réels. Les observateurs bienveillants des « divisions du PSU » devraient comprendre que ces discussions violentes, à la mesure des convictions des militants, sont le complément indispensable de la solide unité dans l'action que le PSU montre, surtout depuis mai, et que cette profonde cohésion n'est due ni à des directives imposées d'en haut à une base passive, ni au hasard de convergences entre des sensibilités différentes.

On savait que la bataille menée en mai par le PSU dans les universités, les lycées, les entreprises n'était pas le feu de paille d'une action militante à l'excitation passagère, mais qu'elle traduisait au contraire notre capacité croissante à situer notre pratique politique au cours de conflits concrets et des luttes de classes qui traversent ce pays. On constate dix mois après que le Parti se reconnaît dans l'action qu'il a menée à travers tout le pays et sur tous les terrains de lutte. C'est ce que traduit l'approbation massive par le congrès du rapport politique présenté par le Bureau National sortant.

Une telle unité dans la lutte doit être préservée et nourrie. Elle ne peut l'être que par l'approfondissement permanent de l'analyse et de la ligne politiques.

C'était enfin un congrès portant sur les problèmes essentiels qui se posent à l'ensemble des forces socialistes.

L'importance de ce débat dépasse large-

ment le seul PSU comme en témoignent les discussions détaillées, marquées parfois de désaccords importants, que nous avons eues sur ces thèses avant le congrès avec la C.F.D.T., avec la Convention et avec Objectif 72, comme en témoigne aussi la teneur des messages envoyés à notre congrès par des organisations invitées, notamment par celles qui ont été les plus actives à nos côtés dans les luttes de mai.

Le nombre et la qualité des délégations étrangères, présentes au 6<sup>e</sup> congrès, sont aussi le signe de l'importance que les forces représentées reconnaissent à nos luttes et de l'intérêt qu'elles attachent au débat théorique engagé à travers nos thèses. Cela signifie que nous est aujourd'hui ouverte la possibilité de contribuer efficacement à la vaste confrontation internationale d'où doivent sortir les traits essentiels de l'alternative socialiste en pays développé.

C'est un autre aspect positif du congrès que d'avoir su consacrer l'essentiel de ses travaux à approfondir ces problèmes fondamentaux.

L'analyse de la situation présente du capitalisme et des contradictions qui le traversent a rencontré une approbation unanime. Ce point est essentiel car elle permet de saisir l'incapacité des mécanismes parlementaires à trouver une issue à la crise et l'importance prioritaire à donner aux luttes économiques et sociales.

En abordant les problèmes difficiles des bases sociales du socialisme, de la société à construire, des conditions de la prise du pouvoir, le congrès a pris acte du demi-siècle d'échecs que représentent en France les pratiques de la social-démocratie, du P.C., et des groupuscules ultra-minoritaires. Par des majorités massives il a refusé de se plier au dogmatisme ; il a considéré que l'expérience de 50 ans amène à mettre en doute le dogme d'une direction de la lutte révolutionnaire par une classe ouvrière composée des seuls travailleurs manuels.

Il a refusé de prendre en charge la notion de dictature du prolétariat avant de déterminer que les dégénérescences dont elle est entachée tiennent à de malheureuses circonstances historiques et non à cette notion elle-même.

Loin de clore le débat, le congrès a précisé qu'il doit, au contraire, se développer, mais en respectant dans la lutte comme dans la réflexion ce qu'il y a de spécifique à l'expérience de chacune des nombreuses couches qui, aujourd'hui, composent la classe des travailleurs.

Un congrès ne se juge pas au ton de ceux qui parlent le plus fort, il se juge à ce qu'il vote. Le 6<sup>e</sup> congrès a voté qu'à ses yeux le socialisme retrouvait toutes ses chances dans la crise actuelle, mais sous condition que les forces socialistes sachent prendre une exacte mesure de la société dans laquelle elles travaillent.

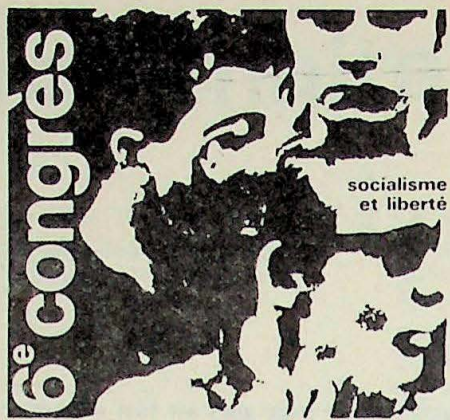
Les orientations adoptées pour l'université, les entreprises et l'agriculture confirment d'ailleurs l'importance des luttes spécifiques sur des objectifs propres à chaque secteur comme autant de moyens d'amener les masses au socialisme à partir d'une prise de conscience de leur situation concrète.

L'application de ces orientations à propos du référendum a été la grande difficulté du congrès. Admettant l'orientation générale du parti, la traduisant d'ailleurs pour la campagne en des termes vigoureux, une majorité de délégués a néanmoins considéré que le refus de cette consultation n'était pas possible, et a préconisé le vote « non » ; cela ne doit pas signifier que le Parti aura des difficultés à dégager son attitude des orientations de la gauche traditionnelle, il lui faudra insister dans sa campagne sur ses raisons propres de refuser les projets gaullistes : refus de la participation et refus de l'intégration et il devra mener la lutte avec les forces aux côtés desquelles il se trouvait déjà voici dix mois.

Le Bureau National sortant a un moment pensé se retirer devant ce vote. Mais la crise ainsi ouverte dans le Parti aurait été un trop beau cadeau à tous nos adversaires et d'abord au régime. Les membres du B.N. sortant ont donc accepté de se porter de nouveau candidats à la direction du Parti, à l'exception de trois d'entre eux : Marc Heurgon, Christian Guerche et Jean-François Pertus. Nul ne peut contester leur droit de juger très dangereux pour l'avenir les motifs des camarades qui ont voté pour le non. Les autres membres du B.N. ont considéré, au contraire, qu'ils pouvaient accepter d'être mis en minorité sur un point, au demeurant non essentiel, et de continuer leur tâche à la tête d'un parti qui, par ses votes sur le rapport politique, les thèses, et les résolutions d'application, donnait à son action des lignes suffisamment claires et massivement adoptées.

C'est maintenant la lutte des militants du PSU à la base qui permettra de témoigner devant le pays de l'accord profond entre les orientations du parti et sa pratique concrète. □





# A bas l'université de classe

(Résolution de la commission "université")

De tous temps l'Université n'a eu d'autre rôle que de renforcer la domination de la classe au pouvoir. A cette fin, elle devait non seulement remplir les fonctions que lui imposaient les rapports sociaux économiques existants mais encore justifier (en tant que participant à la création et à la diffusion de l'idéologie) la place de la classe dominante dans ces rapports.

La formation, la culture générale, dispensée à l'Université libérale correspondait au souci de la bourgeoisie de s'identifier à la révolution scientifique d'apparaître comme facteur de progrès et plus généralement de justifier sa domination sociale par une prétendue supériorité intellectuelle. Le mythe de la promotion individuelle, dans ce cadre, correspondait à la domination du capitalisme de concurrence.

Cette Université s'adressait essentiellement aux fils de la bourgeoisie.

Quant aux exigences de l'économie en matière technique et scientifique, elles étaient assurées essentiellement par les écoles d'ingénieurs à une époque où responsabilités techniques et direction s'assimilaient largement au niveau de l'appareil de production.

Le développement extraordinaire des techniques, l'arrivée à l'Université des couches moyennes d'autre part allaient modifier cet équilibre.

1) L'importance grandissante de la recherche dans le développement des forces productives à une époque de concurrence internationale féroce rendait nécessaire une liaison étroite entre université et économie.

2) Le développement considérable du machinisme entraînait une de-

mande croissante de techniciens qui, du fait de la division accrue du travail, n'auraient aucune participation à la direction. Ainsi la formation dispensée à l'Université à une masse croissante d'étudiants devenait inadéquate.

3) Le développement de la planification du travail et l'utilisation du progrès technique par l'accroissement des profits rendaient inévitable la soumission du machinisme au développement du capital. Ainsi l'extension de l'exploitation apparaît non pas seulement due à l'organisation capitaliste de la production, mais aussi aux impératifs techniques pré-tendument « neutres ».

A l'importance prise par la technique dans les rapports capitalistes devait correspondre une idéologie : la Technocratie. C'est dans le cadre d'un système universitaire en proie à ces contradictions que le mouvement étudiant allait se développer.

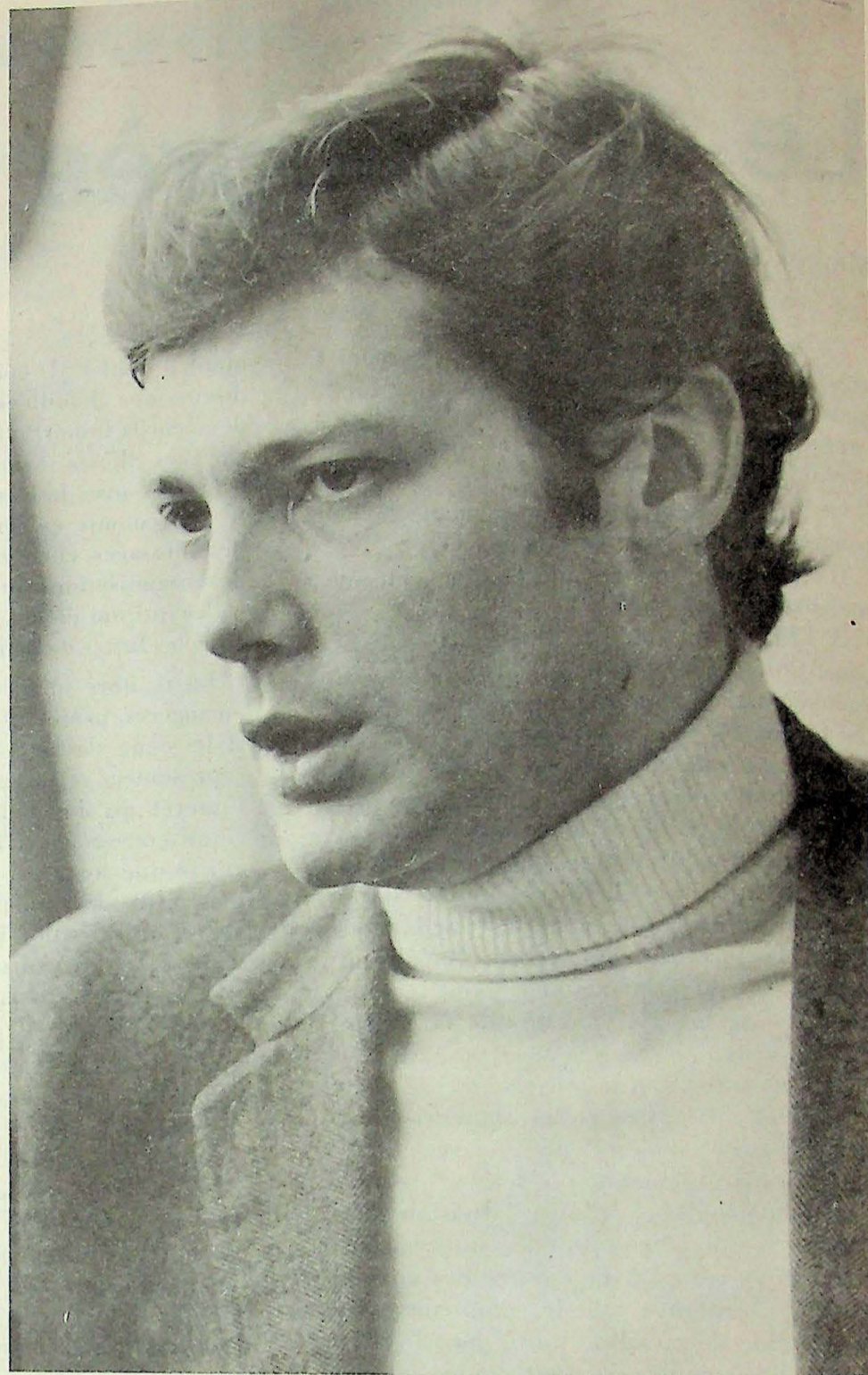
1) A partir d'objectifs anticapitalistes qui lui sont propres :

— Crise du système de formation correspondant à l'instauration d'une dualité de formation par différents systèmes de sélection et d'orientation

— Crise due à la croissance de la scolarisation en partie inintégrable dans le système universitaire;

— Crise du devenir professionnel rejoignant le problème de la division accrue du travail.

2) Dans le contexte de la crise idéologique de la bourgeoisie où la contradiction entre les valeurs traditionnelles et la réalité des faits apparaît clairement (guerre impérialiste - aliénation croissante de la culture - limitation du développement collectif, etc.).



Collombert

C'est dans le cadre de cette crise générale qu'il convient de situer la loi Faure.

1) Certes le mouvement étudiant fonde sa nature à partir d'objectifs anticapitalistes qui implique son ralliement au combat de la classe ouvrière. Mais le mouvement étudiant, dans notre société, reste pour une part, un élément marginal dans la lutte des classes.

C'est de son niveau de conscience politique que dépend son ralliement à la classe ouvrière. Il est évident que dans ces conditions laisser le mouvement étudiant, le désolidariser de son avant-garde qui a une conscience claire de la fonction nécessaire des luttes étudiantes et des luttes ouvrières, était l'opération politique que devait tenter le gouvernement pour éviter que le mouvement étudiant en bloc ne s'oppose à lui dans la lutte des classes.

C'est le premier but de la « participation » : faire participer le mouvement étudiant à l'Université bourgeoise pour le ranger aux côtés de la bourgeoisie.

2) La loi Faure est une reprise, sous une forme libérale, d'un certain nombre des objectifs du plan Fouchet, qui voulait adapter l'Université au néo-capitalisme.

C'est ainsi que se dévoila toute la mystification de la loi Faure qui, à travers le mythe de la participation, asservit l'Université au capitalisme.

Il résulte de ce qui précède que dans le cadre des analyses que le Parti a toujours développées sur l'importance du système universitaire dans le régime capitaliste au stade actuel, que le P.S.U. doit tout mettre en œuvre pour dénoncer la véritable nature des projets de « participation ». Les militants du P.S.U. proposeront aux forces du mouvement les objectifs capables de lui redonner l'offensive :

— l'institution d'un contrôle étudiant sur les décisions qui concernent l'enseignement supérieur;

— la critique de l'enseignement et de son contenu idéologique, à tous les niveaux;

— la proposition de formes de contrôle des connaissances qui puis-

Suite page 6



# Messages des partis frères et des organisations amies

## PARTI SOCIALISTE ITALIEN D'UNITE PROLETARIENNE

« Le mai français a eu une grande répercussion en Italie, où existent des tensions sociales très aiguës qui se sont manifestées par de grandes luttes de la classe ouvrière, des paysans et du mouvement étudiant.

« La lutte de classes en Italie est toujours plus aiguë dans la mesure où la médiation réformiste du centre gauche tend à l'annuler.

« ... C'est pour ces raisons que nous sommes à la recherche — comme vous — d'une stratégie commune du mouvement de classe tout entier qui puisse unifier les luttes des forces sociales les plus avancées pour la transformation démocratique et socialiste de la société.

« La lutte héroïque du peuple vietnamien a certainement contribué au développement du mouvement de lutte dans le monde capitaliste. Cette réalité nous confirme que la lutte pour le socialisme dans chaque pays est inséparable de la lutte anti-impérialiste, et que l'engagement international est la ligne de démarcation entre le mouvement de classe révolutionnaire et la social-démocratie.

« Dans ce contexte il est indispensable de relancer l'internationalisme prolétarien face à la stratégie globale de l'impérialisme américain. Pour ces raisons nous sommes engagés à développer en Italie une large mobilisation contre le renouvellement du Pacte Atlantique et de l'O.T.A.N., en particulier. Cette lutte est fondamentale pour toutes les forces progressistes et anti-impérialistes du bassin méditerranéen. »

## F.N.L. ALGERIEN

« ... Tout au long de vos travaux, nous avons apprécié à sa juste valeur la foi que vos militants apportent dans la recherche d'un idéal socialiste conforme à vos réalités objectives. Nous sommes convaincus que seule la voie révolutionnaire est susceptible de mettre fin à l'exploitation et de garantir le plein épanouissement de tous les hommes.

« L'un des aspects les plus actuels de cette lutte réside notamment dans la poursuite du combat contre l'impérialisme sous toutes ses formes.

« Votre congrès, vous l'avez justement souligné, se tient en un moment où la situation internationale devient de plus en plus préoccupante.

« Mais la lutte exemplaire du peuple du Vietnam du Sud nous montre justement combien l'impérialisme est vulnérable lorsqu'il se trouve face à un peuple armé d'une foi invincible pour une cause juste. »

## U.N.F.P. (Maroc)

« Dois-je rappeler les liens fraternels et de solidarité agissante qui ont toujours existé entre les militants et les cadres réunis aujourd'hui au sein du PSU et le Mouvement de Libéra-

tion Nationale du Maroc dont l'UNFP est l'expression démocratique et socialiste ?

« Dois-je rappeler la collaboration quasi organique entre nos deux partis qu'a su mettre sur pied avec son énergie légendaire et son militantisme enthousiaste notre frère disparu Mehdi ben Barka en participant souvent personnellement à vos séminaires et à vos commissions spécialisées ?

« Dois-je rappeler enfin que, chaque fois que notre pays et notre parti ont été confrontés à des événements graves, le PSU, avec tous ses moyens et ses hommes, a toujours été présent à nos côtés ?

« C'est vous dire avec quel intérêt nous suivons le déroulement de votre congrès et pourquoi ne pas le

« Notre mouvement poursuit un double but :

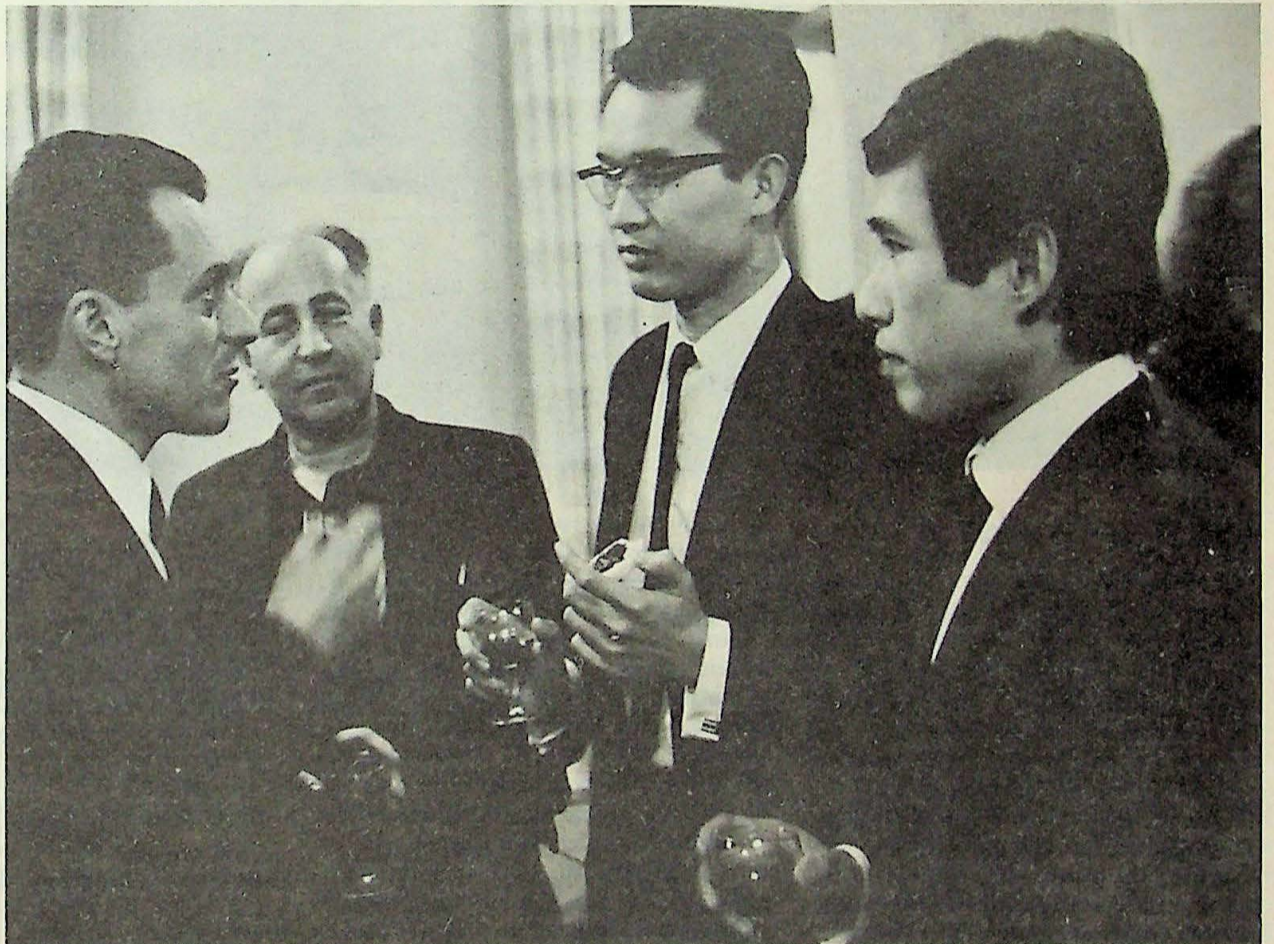
« 1° Création d'un Etat basque uni, seul moyen de finir avec la colonisation politique et culturelle en créant des structures nationales.

« 2° Conscients que la libération nationale, si importante pour nous, ne résout qu'une partie de nos problèmes, nous proclamons la nécessité d'établir une véritable démocratie économique et politique, et pour cela détruire la bourgeoisie basque qui exploite notre peuple en collaboration avec les puissances occupantes.

« C'est pour cela que nous demandons à toutes les organisations et mouvements désirant notre coopération anticapitalistes, ses actuels ins-fait national basque, face à l'occupation espagnole et française.

tue la lutte étudiante, d'un côté, dans une perspective anticapitaliste (et par là même la liquidation des thèses réformistes et syndicalistes) et, de l'autre, sa nécessaire unification avec les luttes ouvrières à travers une synthèse supérieure avec l'organisation révolutionnaire.

« Actuellement, à un peu plus d'un mois de l'instauration de l'état d'exception, l'appareil répressif franquiste peut offrir à ses dieux — la bourgeoisie monopoliste — une grande récolte de détentions et de déportations. Cependant l'objectif central du régime n'a pas été atteint : la classe ouvrière ne s'est pas pliée, bien au contraire, elle lutte avec grand courage dans de nombreuses usines dans une partie desquelles elle a imposé le droit d'assemblée. L'état d'exception



Ch. Kuhn

dire : nous nous considérons intéressés et concernés par les débats idéologiques et doctrinaux qui animent votre assemblée. »

## E.T.A. (Euskadi ta Askatasuna)

« ... L'E.T.A. fait siens les principes de l'internationalisme prolétarien pour tous les peuples et toutes les nations, quelles qu'elles soient, mais exige que ces mêmes principes lui soient appliqués.

« L'Euskadi (Pays basque) n'est pas un pays libre, il est opprimé par deux pays capitalistes et, de ce fait, il est doublement victime d'une colonisation culturelle, économique et politique.

« Le peuple basque, lui, veut être libre et basque, il veut être lui-même.

« Et nous demandons aux mouvements progressistes de ces deux pays de mener une campagne auprès de ses militants en leur montrant que le découpage de notre pays n'est qu'un héritage d'un système féodal et que l'oppression d'un peuple par un autre est un obstacle à l'union des travailleurs de ces pays. »

## FRONT (F.L.P., F.O.C., E.S.B.A.) D'ESPAGNE

« ... La lutte révolutionnaire en France, pays capitaliste « avancé », est une contribution fondamentale à la lutte anti-impérialiste.

« ... L'expérience de mai 68 en France a montré, d'une manière définitive, la confirmation de nos thèses, qui si-

a contribué à politiser de nombreux travailleurs qui ont perçu avec une totale clarté le caractère répressif et de classe bourgeoise de l'Etat franquiste.

« ... La lutte continue et elle est dure ; les militants révolutionnaires, nous savons que notre mission est de réduire au minimum les succès de l'ennemi de classe et de maintenir l'offensive des travailleurs, accroissant et consolidant, à travers des positions anticapitalistes, ses actuels instruments de lutte : les commissions ouvrières. Nous savons que notre mission est aussi de proposer et de lutter pour la création d'un parti révolutionnaire qui organise et impulse les travailleurs jusqu'à la prise du pouvoir. »

Suite page 11





Collombert

## Suite de la page 4

sent briser le système traditionnel des examens et des concours, et mettre en cause le type de connaissances et de sélection qu'ils supposent;

— la critique des bases mêmes de l'enseignement supérieur dans ses rapports avec la recherche comme avec le monde du travail, ce qui implique la dénonciation du découpage des unités d'enseignement et des disciplines, du statut des grandes écoles, et de l'instauration d'universités concurrentielles;

— la lutte contre toute formule d'enseignement court qui enfermerait les élèves ou les étudiants dans des impasses et les lierait au système d'emploi actuel;

— la mise en cause du pouvoir professoral, pour transformer les conditions de l'enseignement et agir sur les fondements du rapport enseignants-enseignés;

— la réalisation effective des libertés politiques et syndicales, avec les moyens qu'elles impliquent;

— le rapport entre les luttes universitaires et les luttes ouvrières aussi bien sur l'enseignement que sur les objectifs politiques d'ensemble;

— le développement des luttes anti-impérialistes en rapport avec celles qui se mènent à travers le monde

pour briser le carcan de l'hégémonie américaine et de tous les autres impérialismes.

Dans cette perspective les étudiants du P.S.U. participeront activement au développement de la seule organisation de masse capable de donner tout leur sens aux luttes étudiantes : l'U.N.E.F. et ses comités d'action. Ils combattront toutes les tentatives extérieures qui cherchent à briser la force du mouvement avec la complicité du pouvoir : qu'il s'agisse de la F.N.E.F. ou des comités dits « de renouveau » que le P.C. s'efforce de créer en dehors de l'U.N.E.F. et contre elle.

Dans le supérieur, étudiants et enseignants s'efforceront de promouvoir les structures qui leur permettront d'imposer par des formes de lutte adaptées les décisions correspondant aux objectifs du mouvement.

Pour leur part, les lycéens du P.S.U. chercheront à développer dans tous les établissements des Comités d'action lycéens qui réunissent ceux qui veulent un véritable mouvement lycéen construit sur ses propres bases avec ses objectifs propres, et capables de développer une large prise de conscience des conditions réelles de l'enseignement et de la vie scolaire dans la société capitaliste, sans se confondre avec la défense cor-

poratiste de pseudo-intérêts lycéens. Ils travailleront à l'union dans la lutte des C.A.L. de l'U.N.E.F. et de tous les enseignants qui entendent assumer les objectifs du mouvement de Mai.

Dans les différents secteurs où ils se trouvent, les enseignants du P.S.U. s'inscriront activement dans les luttes qui visent à :

— briser la dépendance de la fonction enseignante vis-à-vis de la domination idéologique de la bourgeoisie;

— mettre en cause le type de culture diffusé à travers l'enseignement

— ouvrir l'enseignement au monde du travail, c'est-à-dire celui des travailleurs, tant dans son contenu que dans son fonctionnement même.

Ils participeront activement à l'effort nécessaire de rénovation du syndicalisme enseignant, dans ses structures, ses orientations, ses modes d'action. Ils contribueront ainsi à redonner aux organisations de masse que sont les syndicats enseignants, dans le respect de leur autonomie, les bases théoriques et pratiques dont elles ont besoin pour jouer à nouveau un rôle actif dans les luttes pour la libération des travailleurs et la construction d'une société nouvelle.

Face à la loi et aux décrets Edgar

Faure, loin de se laisser entraîner sur le terrain miné de la « participation » et sur les faux clivages qu'elle peut provoquer, les enseignants du P.S.U. chercheront à unir leur action à celle des lycéens et des étudiants pour opposer à la stratégie gaulliste une politique universitaire propre à préparer les conditions de l'alternative socialiste. Ils s'opposeront à toute forme de répression, quelles qu'en soient les raisons qui aboutiraient à limiter la liberté ou la capacité d'expression des élèves et des étudiants, individuellement ou collectivement.

Afin d'assurer les coordinations nécessaires au développement des luttes universitaires et à l'élaboration de la politique du Parti dans ce domaine, la commission nationale Enseignement réunira les membres de la direction politique concernés ainsi que les responsables des secteurs intéressés. Elle mettra en place des moyens d'étude sur les thèmes qu'il lui paraîtra important de développer, ainsi qu'une structure de liaison entre les commissions fédérales ou correspondants fédéraux pour faciliter l'échange des informations et la convergence des actions. Elle sera étroitement reliée au Bureau national chargé de prendre ou de préparer les décisions politiques nécessaires. □





Collombert

## Alain Badiou : la classe ouvrière et ses alliés

Le congrès considère que, dans leur ensemble, les thèses présentées par la direction nationale représentent, non pas seulement un compromis tactique, en effet nécessaire, mais un compromis idéologique dont les principaux effets seront :

1) De freiner, à l'intérieur comme à l'extérieur du parti, le développement de la lutte idéologique. Or cette lutte seule peut nous permettre de forger l'instrument révolutionnaire dont la crise de mai a montré l'impérieuse nécessité.

2) D'amoindrir nos chances de combattre efficacement, dans la classe ouvrière, l'influence encore déterminante du P.C.F. et de l'organisation syndicale sur laquelle il exerce son hégémonie politique.

3) De nous condamner à des pratiques diverses souvent contradictoires, faute de pouvoir fixer en toute clarté une stratégie de conquête du pouvoir.

On pourrait faire cette démonstration à propos d'un grand nombre de passages. Cependant les thèses 4 et 6 représentent le concentré des défauts théoriques et politiques de l'ensemble.

Aussi le Congrès décide de rejeter ces deux thèses. Les 2 textes qui suivent ont pour objet de motiver ce rejet.

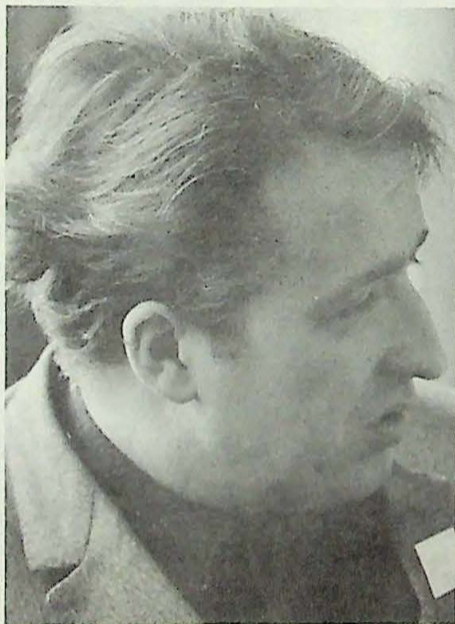
### SUR LA THESE 4

Rappelons que le texte qui suit n'est pas une thèse destinée à remplacer la thèse 4. Il représente des remarques critiques nécessairement sommaires, mais qui justifient le renvoi de la thèse à un débat ultérieur qui devrait s'engager dans le parti tout entier.

La thèse 4 définit le « prolétariat comme l'ensemble des hommes et des femmes qui vendent leur force de travail ». Elle dissout ainsi la classe ouvrière au sein d'un vaste ensemble comprenant la quasi-totalité des salariés, employés du commerce et de la banque, cadres productifs et administratifs, fonctionnaires, enseignants, chercheurs, ingénieurs, etc. S'il adoptait cette thèse, le Parti s'interdirait toute analyse sérieuse des rapports de classe en France, et se rendrait incapable de définir une stratégie révolutionnaire efficace.

Il faut en premier rappeler que si la classe ouvrière est l'élément mo-

teur du combat révolutionnaire, et si la direction de ce combat lui appartient, c'est parce qu'elle est formée de *travailleurs productifs* au double sens du terme. Les ouvriers sont, d'une part *engagés dans la production matérielle*, soumis à la rude discipline de la fabrique, ils en reçoivent en particulier un sens aigu de l'organisation, d'autre part leur travail crée une *plus-value* qui est confisquée par le capitaliste : ils sont



Collombert

donc exploités au sens strict du terme.

Au contraire, si certains producteurs de service se voient eux aussi extorquer une plus-value, leur travail est le plus souvent de nature intellectuelle et s'accomplit dans des rapports sociaux personnalisés très différents de ceux qui dominent à l'usine.

En ce qui concerne les ingénieurs, s'ils participent à la production ma-

térielle, ils ne créent pas de plus-value. En effet, leur travail consiste à inventer et à faire appliquer des procédés techniques et des méthodes d'organisation rendant plus efficace le travail des ouvriers, qui seul est créateur de plus-value. Si les ingénieurs contribuent à l'accroissement du profit, c'est parce que leur travail — et leur surtravail — permet aux capitalistes de réaliser des économies sur l'emploi des machines et des matières premières. Les ingénieurs ne sont donc pas exploités au sens strict du terme.

Par suite, on doit faire les remarques suivantes :

1) La classe ouvrière est, d'une part, soumise à l'exploitation au sens strict du terme et sous sa forme la plus brutale, d'autre part, elle occupe dans la société une position stratégique décisive, puisqu'en cessant le travail elle tarit la source-même du profit. Elle est largement concentrée et les conditions objectives du travail en usine assurent sa cohésion. Il lui appartient par conséquent de diriger le combat révolutionnaire.

A ceux de nos camarades qui affirment que les effectifs de la classe ouvrière ne cessent de décroître, nous

. Suite page 10

## André Garnier : le nouveau courant socialiste et le PSU

création du P.S.U. en avril 1960 et a inspiré, en 1961, l'orientation retenue par le congrès de Clichy : choix d'une alternative socialiste au régime actuel et stratégie de Front Socialiste reposant sur une nouvelle conception des rapports entre les partis et les syndicats. Mais d'autres éléments avaient contribué à former le parti. L'unité de la gauche comptait, pour eux, davantage que son renouveau. Ce fut l'une des causes des luttes internes qui, de 1963 à 1965, affaiblirent le P.S.U.

Le nouveau courant socialiste continue cependant à promouvoir une politique marquée notamment par l'élaboration d'un contre-plan opposé au V<sup>e</sup> Plan gaulliste (1965) et par l'initiative de la Rencontre Socialiste de Grenoble (mai 1966) qui fait apparaître de profondes contradictions entre les diverses composantes de la gauche nouvelle.

III. — La révolution de mai 1968 a, depuis, apporté un éclatant démenti à la thèse selon laquelle les sociétés dominées par le capitalisme d'organisation se trouvaient à l'abri d'une crise révolutionnaire. *Le nouveau courant socialiste se trouve placé, de ce fait, devant des responsabilités accrues. Il ne pourra les assumer qu'en s'implantant profondément dans les couches sociales qui ont démontré leur capacité d'action.*

IV. — Celles-ci sont diverses. Ouvriers, étudiants, techniciens, travailleurs intellectuels... n'attendent pas les mêmes mots d'ordre et ne se retrouvent pas spontanément dans les mêmes formulations politiques et idéologiques, leurs langages comme leurs niveaux de prise de conscience sont différents. Il serait dès lors ri-

Suite page 10



# La résolution finale

Le VI<sup>e</sup> Congrès du Parti Socialiste Unifié approuve l'ensemble des thèses qui ont été soumises à son examen et qu'il a lui-même adoptées après les avoir discutées et amendées.

Il les considère comme devant orienter son action dans la période qui vient, en s'inspirant des conclusions générales que ses travaux ont permis de dégager :

— l'existence d'une crise générale du capitalisme;

— le rejet de l'alternative démocratique;

— l'actualité et la nécessité du passage au socialisme dans notre temps;

— le rôle déterminant de l'action de masse pour atteindre ces objectifs;

la nécessité, pour cette action de masse, d'un développement autonome du courant socialiste auquel le P.S.U. doit contribuer par ses alliances prioritaires avec les forces du courant de Mai.

En adoptant ainsi les thèses, le Congrès n'a pas la prétention d'apporter une réponse définitive aux questions posées mais au contraire d'ouvrir une large discussion, en son sein et à l'extérieur, sur les grands problèmes du Mouvement socialiste dans les pays industriels tels que :

— l'analyse des forces sociales et de la division du travail dans la société capitaliste contemporaine;

— l'analyse des sociétés socialistes et des causes de leur dégénérescence bureaucratique;

— la nature de classe de l'Etat ;  
— le problème de la démocratie et de l'hégémonie des forces populaires;

— les rapports de la culture de la science et des forces productives;

— les rapports entre l'auto-gestion et la planification centrale...

Déterminant les lignes concrètes de son action politique en fonction de ces orientations, le P.S.U. approuve les résolutions qui fixent les objectifs de ces luttes actives à l'université, dans les entreprises, et dans le monde rural, comme en ce qui concerne le contenu de la campagne du référendum.

Sur le plan universitaire, le P.S.U. est solidaire de la lutte que mènent les lycéens, les étudiants et les enseignants progressistes contre la pression de l'idéologie bourgeoise et du système capitaliste. Il s'oppose à la politique d'Edgar Faure qui vise à faire admettre et à intensifier cette pression par le jeu de la « participation » et par de pseudo-réformes qui ne touchent pas à l'essentiel. Dans cette perspective, le P.S.U. cherche à développer à tous les niveaux les luttes qui portent sur le sens de la fonction enseignante, la nature de la culture diffusée par le système, l'ouverture de l'université

sur le monde du travail. Il engage ses militants étudiants et lycéens à renforcer activement leurs organisations de masse, l'UNEF et les CAL, seuls capables de donner tout leur sens politique aux luttes étudiantes et lycéennes.

Dans les entreprises, le P.S.U. engage les militants de ses sections et de ses groupes à continuer l'explication aux travailleurs et à l'opinion publique, sur la base de situations précises. Il appuie les actions de masse pour imposer le contrôle ouvrier qui doit mettre en cause les décisions prises par le patronat et par l'Etat. Il estime que les avantages acquis à Grenelle ont été engloutis et que les travailleurs devront développer de nouvelles luttes pour forcer le blocage du patronat et de l'Etat, et pour conquérir le plein emploi. Le rôle du P.S.U. est d'apporter les perspectives politiques qui permettent de situer les stratégies syndicales dans le contexte général de la lutte anti-capitaliste.

Dans le secteur agricole, le P.S.U. estime que la politique gouvernementale et européenne a pour objectif d'accroître l'exploitation des travailleurs de la terre au profit des intérêts capitalistes.

Il se donne pour tâche principale d'exposer l'actualité et la nécessité de solutions socialistes fondées sur la socialisation du sol, l'exploitation coopérative et la planification, de développer la lutte pour le contrôle des décisions qui les concernent en liaison avec les luttes ouvrières.

Il soumettra un manifeste à la discussion de tous les travailleurs de la terre.

Adopté par 642 mandats, contre 30, 123 abstentions et 19 refus de vote.



## La direction politique nationale

Jean ARTHUYS (Seine-Saint-Denis).  
Pierre BARIOL (Isère).  
André BARJONET (Yvelines).  
André BARTHELEMY (Rhône).  
Abraham BEHAR (Hauts-de-Seine).  
Jean-Pierre BOMPARD (H.-de-S.).  
Michel BRETON (Paris).  
Manuel BRIDIER (Val-de-Marne).  
Maurice CARMONA (Gironde).  
Robert CHAPUIS (Paris).  
Yvan CRAIPEAU (A.-M.).  
André CROSTE (Tarn).  
François DALBERT (Paris).

Claude DUBOIS (Paris).  
Michel FONTES (Nord).  
Daniel FRACHON (Yvelines).  
Victor FREMEAUX (Essonne).  
Gustave GIROD (Oise).  
Georges GONTCHAROFF (H.-d.-S.).  
Pierre HEURTIN (Ille-et-Vilaine).  
Claude JOECKER (Doubs).  
Jacques KERGOAT (Paris).  
J.-Pierre LACHARNAY (Côte-d'Or).  
Bernard LAMBERT (Loire-Atl.).  
Henri LECLERC (Hauts-de-Seine).  
Serge MALLET (Eure-et-Loir).

Jacques MALTERRE (H.-de-S.).  
Gustave MASSIAH (Paris).  
Pierre MEGIER (Drôme).  
Pierre MOUXEL (Paris).  
Pierre NARDIN (Paris).  
Pierre NAVILLE (Paris).  
Armand PERRET LIAUDET (Rh.).  
Jean PETIT (Seine-Saint-Denis).  
Jacques PIETRI (Val-de-Marne).  
Michel ROCARD (Paris).  
ROGNARD (Saône-et-Loire).  
René SCHULBAUM (Haute-Marne).  
Jean-Marie VINCENT (H.-de-S.).

## Le bureau national

A l'issue du congrès, la direction politique nationale a désigné unanimement le Bureau National suivant : Jean ARTHUYS, Manuel BRIDIER, Robert CHAPUIS, Clau-

de DUBOIS, Daniel FRACHON, Georges GONTCHAROFF, Jacques KERGOAT, Henri LECLERC, Jacques MALTERRE, Michel ROCARD, Jean-Marie VINCENT.

Deux nouveaux membres seront élus ultérieurement.

La D.P.N. a élu Michel ROCARD secrétaire national et Daniel FRACHON trésorier national.



## Commission de contrôle financier

Sarah KESCHNER  
Roger CERAT  
Charles BLINEAU  
Tony DREYFUS  
Lucile HANOUIZ  
Olivier DUQUESNE  
Jean ABELLO

## Commission des conflits

Robert BRESLER  
Jean GOMES  
Jean-Jacques GRUBER  
André JOUBLOT  
Julien LECLERC  
Marcel MARCHAND  
Norbert MEYER  
Francine PLANCHE  
Maurice RIONDEL

## Consigne de vote pour le référendum

— En faveur du non : 436 mandats.

— En faveur du boycott : 382 mandats.

— Abstentions : 18 mandats.

## Vote sur le rapport politique du Bureau National sortant

Pour : .....	705
Contre : .....	6
Abstentions : .....	84
Refus de vote : .....	7

# La plateforme pour la campagne du référendum

Le 6<sup>e</sup> congrès du P.S.U. — conformément aux thèses adoptées — détermine les thèmes de campagne qui, à l'occasion du référendum, seront ceux de toutes les sections et fédérations du Parti.

1. — Dénonciation de la pseudo-réforme gaulliste qui aggrave dans les faits la mainmise du pouvoir central sur les régions et les activités.

2. — Dénonciation du caractère plébiscitaire du régime et du danger majeur que constitue la participation dans les domaines des entreprises, de l'université (loi Faure), des régions. Mise en avant de proposi-

tions précises tendant à développer le contrôle ouvrier et le contrôle étudiant.

3. — Dénonciation de l'erreur qui consiste à engager prioritairement le mouvement ouvrier sur le terrain d'une consultation plébiscitaire choisie par de Gaulle, et à laisser croire que l'issue de cette bataille puisse être décisive pour la victoire du socialisme. Mise en avant de propositions précises tendant à développer le combat sur le terrain des luttes anticapitalistes qui s'accroissent tant sur le plan social qu'international.

4. — Dénonciation de la fausse conception de l'alternative démocratique « avançant » des objectifs de restauration du parlementarisme bourgeois. Etablissement de contacts prioritaires avec tous ceux — organisés ou non — qui entendent continuer le combat de mai en appelant les forces révolutionnaires à mener en commun la bataille du référendum, par-delà les divergences sur la réponse tactique qu'elles proposeront d'apporter au plébiscite gaulliste. □

*Motion votée par les délégués, avec 13 voix contre et 11 abstentions.*





## Alain Badiou

répondrons qu'une telle objection n'a de sens qu'à l'intérieur d'une conception purement électorale de la conquête du pouvoir. Ce qui compte ici, ce n'est pas l'importance numérique de la classe ouvrière, c'est que, du fait de sa situation de classe et de son insertion dans la production matérielle, seule la classe ouvrière possède la capacité d'initiative et d'intervention nécessaire pour abattre la société capitaliste.

Mais la classe ouvrière ne saurait remporter à elle seule la victoire; elle doit donc conclure des *alliances* avec les étudiants, etc... Ces *alliances* conduiront à la constitution de fronts unis dirigés par la classe ouvrière.

2) Parmi les travailleurs salariés, les producteurs de services soumis à l'exploitation sont les alliés naturels de la classe ouvrière. Quant aux deux autres catégories — agents de maîtrise, ingénieurs et cadres productifs d'une part, employés et cadres du commerce, fonctionnaires, enseignants, etc., d'autre part — bien qu'elles ne créent pas de plus-value, elles n'en fournissent pas moins un *surtravail* qui permet au capitaliste divers types d'économies. L'existence de ce *surtravail* crée une *base objective pour un rapprochement entre ces catégories et la classe ouvrière*.

3) Mais les effets de cette base sont contrecarrés par les effets du

rôle social que jouent beaucoup de travailleurs appartenant à ces catégories, et qui fait d'eux des agents d'exécution de la bourgeoisie. L'ingénieur par exemple, a des fonctions techniques dans l'organisation et la direction du travail, mais, en poussant au rendement, ils participent à l'extorsion de la plus-value et il a aussi des fonctions disciplinaires et répressives. L'enseignant transmet un savoir, mais il diffuse aussi l'idéologie de la bourgeoisie, et, en tant qu'examineur, il participe à la sélection des étudiants.

L'un et l'autre sont donc partagés entre leur condition de salariés et leur fonction d'agents d'exécution de la bourgeoisie : ils oscillent sans cesse entre la classe ouvrière et la bourgeoisie.

Par conséquent non seulement il ne saurait être question que la classe ouvrière partage avec ces catégories la direction du combat révolutionnaire, mais de plus ce n'est pas en les flattant ou en faisant des concessions à leurs hésitations qu'on les persuadera de rallier le camp ouvrier : elles n'obéissent qu'aux rapports de force. Pour les gagner, il n'est qu'une méthode : défendre fermement les positions théoriques et les principes d'organisation qui ont fait leurs preuves dans l'histoire du mouvement ouvrier, et se montrer capable d'initiatives et d'actions résolues.

## SUR LA THESE 6

La thèse 6 élude le problème fondamental qui aurait permis d'unifier et d'éclairer les différents sujets qu'elle aborde. Ce problème est celui de la *nature de classe du pouvoir d'Etat*.

Faute de poser explicitement ce problème, on est amené :

1) A expliquer la dégénérescence des Etats socialistes européens par la seule notion de bureaucratie. Or, pas plus qu'on ne peut parler de démocratie en général, sans se référer à son contenu de classe, on ne peut parler de bureaucratie en général. La question à poser, et qui exige une analyse de la situation concrète, demeure : quelle classe dispose en fait du pouvoir d'Etat, par exemple en Union Soviétique ?

2) A ne proposer qu'une analyse superficielle des événements de Tchécoslovaquie, selon laquelle le PC tchécoslovaque aurait soudain compris certaines nécessités économiques des « sociétés industrielles développées ». Là encore, le vrai problème demeure : quelles formes a revêtu la lutte des classes en Tchécoslovaquie, avant et pendant l'agression soviétique ? Et à quels intérêts de classe dominants répondaient les réformes du printemps 68 ?

3) A n'accorder aux succès et aux limites de la révolution cubaine, comme à la signification historique

de la Révolution culturelle chinoise, qu'un coup de chapeau insignifiant.

4) A définir de façon purement économique les contradictions du capitalisme et les « axes de développement de la société socialiste en pays industriel ». Or, c'est dans le combat politique pour le pouvoir d'Etat que la lutte des classes, même économique, trouve son expression concentrée. Et dans les conditions du socialisme, le problème-clef, qui commande l'orientation de la politique économique elle-même, est celui de l'association des larges masses au pouvoir politique d'Etat.

5) A ne pas aborder franchement le problème difficile que recouvre l'expression « dictature du prolétariat », expression dans laquelle Marx voyait pourtant le résumé de son apport principal à la théorie révolutionnaire.

Toute la thèse est ainsi marquée par un économisme unilatéral, et sous-estime à l'évidence le caractère acharné, prolongé, et inévitablement violent, de la résistance politique de la bourgeoisie.

C'est pourquoi cette thèse doit être renvoyée à un débat ultérieur qui s'ouvrirait dans tout le parti sur le problème de l'Etat, de sa nature de classe, et de la forme qu'il peut revêtir dans la période de transition socialiste, et qui subordonnerait à cette question les problèmes de la gestion économique. □

## André Garnier

dicule de vouloir bâtir le P.S.U. et le nouveau courant socialiste à partir d'une seule couche sociale si dynamique ou si nombreuse fut-elle. *La tâche essentielle est, au contraire, de coordonner et d'unifier les luttes autour d'un projet socialiste clair et crédible et d'une stratégie homogène mais aux applications diversifiées.*

V. — Il faut pour cela que se développe une *nouvelle pratique politique et sociale*, caractérisée par une contestation globale de la civilisation actuelle et par des luttes qualitatives pour une démocratisation en profondeur de la vie sociale.

*De nouvelles méthodes et formes d'action* devront être utilisées, favorisant les initiatives prises à la base, comportant une étude sérieuse des problèmes abordés, incluant la volonté d'opposer aux projets capitalistes et gaullistes des contre-projets socialistes susceptibles de faire éclater les contradictions de l'adversaire.

*De grands thèmes de propagande et d'action* peuvent, aujourd'hui, jouer un rôle unificateur, parce qu'applicables dans les multiples couches populaires et intellectuelles à partir des situations les plus variées : la dénonciation de la *société répressive* sous toutes ses formes, la lutte pour l'autogestion de toutes les unités de vie sociale (entreprises, H.L.M., quartier, etc.), l'action pour une *planification socialiste et démocratique*.

VI. — Pour triompher de l'adversaire capitaliste, le courant socialiste ne peut se passer des forces sociales

exprimées par la gauche traditionnelle.

Le développement d'une stratégie exploitant systématiquement les contradictions de l'adversaire capitaliste, l'élévation simultanée du niveau idéologique des luttes contribueront à exercer une pression décisive sur toute une *fraction de la classe ouvrière influencée par la social-démocratie et le parti communiste*.

VII. — *Mais aucune de ces tâches ne pourrait être accomplie sans une définition nette de ce que nous sommes et de ce que nous voulons*. Certains de nos alliés des colloques (Grenoble, notamment) confondent facilement le socialisme avec une modernisation intelligente de la société actuelle accompagnée d'un souci de justice sociale.

Par ailleurs, la résurgence du trotskysme, l'influence du maoïsme, la vogue de certaines idées anarchistes témoignaient, en mai, à la fois de la combativité des étudiants et de la vigueur de leur révolte, mais aussi des insuffisances et des contradictions d'un mouvement qui n'avait encore que des liens assez théoriques avec la classe ouvrière. *Un effort de clarification est aujourd'hui absolument nécessaire.*

*Le dialogue avec les uns et les autres ne sera fructueux que si nos propositions idéologiques sont dépourvues de toutes ambiguïtés.*

La nécessité oblige le nouveau courant socialiste, et d'abord le P.S.U., à se définir non seulement par rapport au parti communiste et à la

social-démocratie traditionnelle, mais aussi par rapport au modernisme de certains éléments de la gauche nouvelle et par rapport à la nouvelle extrême-gauche.

VIII. — L'une des principales divergences qui sépare le nouveau *courant socialiste des tendances modernistes et technocratiques porte sur le problème de la socialisation des moyens de production*. Ces derniers considèrent les socialisations comme de vieilles lunes. Ils ne les acceptent guère qu'à titre de sanction contre les industriels récalcitrants. Il suffirait, à leurs yeux, que l'Etat, dont ils n'analysent pas la nature sociale, « fasse son métier », pour que l'intérêt général triomphe des intérêts particuliers.

Il faut opposer à ces illusions, la réalité de la domination de classe capitaliste. La logique du capitalisme est celle du marché, du profit, de la passivité pour les travailleurs et les consommateurs.

Pour construire un système qui repose sur des choix volontaires de grands objectifs sociaux et de civilisation (planification) et sur l'autogestion, *il est indispensable d'assurer la prédominance de la classe des travailleurs salariés par la prédominance de la propriété collective.*

IX. — Le débat qui va ainsi s'ouvrir avec nos alliés du colloque de Grenoble que nous avons retrouvés à nos côtés dans les luttes de mai et les nouveaux alliés que cette crise a fait apparaître, constitue une étape indispensable au développement et au renforcement du nouveau courant

socialiste. Ce serait une grave erreur que de croire que l'on peut assurer l'unité du courant en masquant les problèmes et en dissimulant les difficultés. Le confusionnisme ne peut servir que les groupes extérieurs au courant. Il risque, d'autre part, de favoriser au sein du parti les tendances au sectarisme et à l'isolationnisme. *Ce n'est que lorsqu'on part d'une position idéologique cohérente, lorsqu'on voit clairement les objectifs à atteindre que l'on se sent véritablement capable de s'adresser à l'ensemble des forces appelées à constituer le front socialiste.*

X. — Ces tâches d'implantation, de développement et d'unification des luttes, de clarification idéologique prennent toute leur signification si l'on considère l'urgence, face à la crise de la société capitaliste, de montrer concrètement aux masses quel type de démocratie socialiste peut être l'aboutissement de leur combat. *C'est pourquoi le P.S.U., entièrement tourné vers l'avenir, proposera à ses partenaires du nouveau courant socialiste d'abord, à l'ensemble des forces populaires ensuite, les objectifs fondamentaux, le programme, les moyens stratégiques — et les formes d'action qui définissent la marche vers le socialisme.* Il lutte pour la conquête du pouvoir à tous les niveaux et notamment celui de l'Etat. *Il sait qu'il ne triomphera pas seul, mais qu'au sein de la coalition victorieuse son rôle sera déterminant.* Ceci l'amène à se préparer, y compris par la formation de ses responsables et de ses militants à prendre toutes ses responsabilités. □



# Suite des messages des partis frères et organisations amies

## P.O.U.M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste)

« Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (P.O.U.M.), au nom de ses camarades d'Espagne et de ceux se trouvant en exil, salue fraternellement le 6<sup>e</sup> Congrès du PSU.

« ... La lutte des travailleurs espagnols, celles des étudiants et des autres mouvements populaires, qui prennent une ampleur et une audace toujours croissantes, ont atteint de telles proportions que le régime franquiste a été amené à instaurer l'état d'exception pour faire face à ce processus de crise généralisée.

« Les travailleurs espagnols, par la mobilisation massive de la classe ouvrière, par l'élargissement des luttes à l'ensemble des couches opprimées, par la radicalisation de leurs objectifs, visent à l'effondrement du régime franquiste et, par-delà, à la destruction du système capitaliste. »

## FRONT PATRIOTIQUE DE LIBERATION NATIONAL (Portugal)

« ... Au moment où se développent au Portugal des grèves et des actions de masse contre le régime des monopoles et la guerre coloniale ; au moment où les étudiants et les intellectuels participent activement à la lutte commune des forces démocratiques et où celles-ci renforcent leur unité d'action contre la dictature fasciste, nous sommes heureux de vous saluer et de vous souhaiter des succès dans votre lutte et pour les résolutions de votre congrès.

« Nous sommes aux côtés des peuples de l'Angola, Guinée-Bissao et Mozambique, car nous savons que l'ennemi qui opprime et exploite les peuples des colonies portugaises est le même qui opprime et exploite notre peuple.

« Nous sommes aux côtés des forces progressistes qui, en France et dans le monde, se rangent dans le front anti-impérialiste et luttent contre l'impérialisme et ses actes d'agression, pour la Paix, pour la Démocratie, pour l'Indépendance Nationale. »

## GROUPE D'ORGANISATION NATIONAL DE LA GUADELOUPE (G.O.N.G.)

« Il y a un an, la presse démocratique française a largement diffusé des informations sur le procès du Gong devant la Cour de Sécurité de l'Etat français.

« A cette occasion, votre parti a manifesté sa solidarité avec la lutte de notre peuple.

« L'impérialisme et le colonialisme français ont été contraints d'exercer une féroce répression sur notre peuple et plus particulièrement sur notre organisation et sur d'autres patriotes sincères en raison des progrès sensibles de la lutte de Libération Nationale de notre peuple, et parce que notre organisation s'est placée résolument à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire pour l'INDEPENDANCE NATIONALE DE LA GUADELOUPE.

« Aujourd'hui, nous sommes persuadés que le mouvement révolutionnaire

des pays d'Europe occidentale, et plus particulièrement les camarades du P.S.U., ont profité de l'expérience de la lutte de décolonisation qui se déroule depuis ces 30 dernières années.

« Nous sommes convaincus que la collaboration entre le P.S.U. et le Gong est possible, et que cette collaboration est nécessaire. »

## COMITE CENTRAL DU NEOLAOHAKXAT

« Tout d'abord, le Comité Central du NEOLAOHAKXAT tient à remercier chaleureusement le Parti Socialiste Unifié français pour l'avoir invité à participer à son 6<sup>e</sup> congrès de Dijon et pour avoir exprimé clairement son soutien à la lutte du peuple lao contre les impérialistes américains.

« Le Comité Central du NEOLAOHAKXAT attache une grande importan-

ces à ce soutien que vous nous avez manifesté au moment où le peuple lao affronte nombre de souffrances et de deuils causés par l'agression américaine.

« Comme vous le savez le peuple lao sous la direction du NEOLAOHAKXAT lutte contre l'agression américaine pour le salut national depuis plus de 15 ans. Au cours de ces 15 années il a remporté et remporte encore nombre de victoires grandioses tant du point de vue politique que militaire.

« Le NEOLAOHAKXAT s'alliant avec les forces neutralistes patrio-

français dont hérite le Parti Socialiste Unifié français, le Comité Central du NEOLAOHAKXAT est certain que la solidarité et le soutien dont il bénéficie de la part de votre parti continueront de se maintenir et de s'amplifier dans l'avenir.

« En retour, le Comité Central du Front Patriotique Lao vous adresse ses salutations les plus chaleureuses de combat et vous assure de son soutien et de sa solidarité envers votre juste lutte pour la liberté et les droits démocratiques.

« Puisse votre 6<sup>e</sup> congrès remporter de grands succès. »



Collombert

## AL FATH

« ... Al Fath saisit l'occasion qui lui est fraternellement offerte pour réaffirmer les principes qui guident son combat :

« Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath est l'expression du peuple palestinien et de sa volonté de libérer son territoire de la colonisation sioniste afin de recouvrer son identité nationale.

« Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath ne lutte pas contre les Juifs en tant que communauté ethnique et religieuse. Il lutte contre Israël expression d'une colonisation basée sur un système théocratique raciste et expansionniste, expression du sionisme et du colonialisme.

« Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath rejette toute solution qui ne tienne pas compte de l'existence du peuple palestinien et de son droit à disposer de lui-même.

« Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath rejette catégoriquement la résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967 et la mission Jarring qui en est issue. Cette résolution ignore les droits nationaux du peuple palestinien.

« Elle passe sous silence l'existence de ce peuple. Toute solution prétendue pacifique qui ignore cette donnée fondamentale sera, par conséquent, inévitablement vouée à l'échec. En tout état de cause, l'acceptation de la résolution du 22 novembre 1967 et de toute solution pseudo-politique, par une partie quelconque, ne lie aucunement le peuple palestinien déterminé à poursuivre sans merci sa lutte contre l'occupation étrangère et la colonisation sioniste.

« Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath proclame solennellement que l'objectif final de sa lutte est la restauration de l'Etat palestinien indépendant et démocratique dont tous les citoyens, quelle que soit leur confession, jouiront de droits égaux.

« La Palestine faisant partie de la Patrie Arabe, le Mouvement de Libération Palestinienne Fath œuvrera pour que l'Etat Palestinien contribue activement à l'édification d'une société arabe progressiste et unifiée.

« La lutte du peuple palestinien comme celle du peuple vietnamien et des autres peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine fait partie du processus historique de libération des peuples opprimés contre le colonialisme et l'impérialisme. »

« En renouvelant à votre congrès et aux mouvements révolutionnaires qui y prennent part nos salutations et nos souhaits de plein succès, il importe de discerner en raison de la vigilance révolutionnaire, l'infiltration dans les rangs de cette assemblée d'un parti sioniste (M.A.P.A.M.) qui s'affuble pour la circonstance de l'étiquette marxiste. En vérité, il suffit de rappeler que ce parti participe activement à l'entreprise sioniste depuis 1948. Comme en 1956, lors de l'expédition de Suez, l'agression de 1967 le trouve encore au gouvernement sioniste.

« Pour conclure, nous formulons le souhait de nous retrouver avec toutes les forces progressistes et démocratiques dans un congrès réuni sur la terre palestinienne libérée et dont tous les citoyens jouiront alors de la liberté, de la démocratie et de la paix. »

Suite page 15



# L'organisation du parti

Texte définitif de la Thèse 14

## Préambule

Le P.S.U. doit améliorer considérablement ses structures de fonctionnement, sans remettre en cause à ce Congrès ses statuts. A l'issue de cette expérience, le VII<sup>e</sup> Congrès en tirera les conclusions statutaires (1).

1<sup>o</sup> Le P.S.U. doit assurer l'entière démocratie d'élaboration politique à l'intérieur et la plus grande discipline à l'extérieur. Ainsi démocratie et efficacité, loin de s'exclure, sont au contraire complémentaires. Il faut réaliser l'unité dans l'action mais encourager la libre discussion, stimuler l'exposition des idées nouvelles et la critique des théories et pratiques passées pour progresser vers des idées justes et une pratique efficace.

Il faut, pour cela : assurer le contrôle de la direction par des instances les plus proches possible de la base du Parti ; assurer la responsabilité des élus par la nécessité de rendre compte de leur mandat et leur révocabilité si le besoin s'en fait sentir ; améliorer la circulation de l'information et assurer la liberté de discussion sur le plan vertical comme sur le plan horizontal ; faire en sorte que la direction soit véritablement collégiale (2).

2. Pour assurer effectivement la présence du Parti sur tous les fronts de lutte, il est nécessaire de décentraliser au maximum les structures d'action (groupes), mais la délibération politique nécessite des unités plus vastes afin de favoriser la confrontation des expériences (sections).

3. Parce qu'il prétend à un rôle dirigeant dans la lutte contre le capitalisme et son Etat, le P.S.U. doit tendre à modifier rapidement sa composition sociale (3). Aussi, le parti donne-t-il la priorité à son implantation sur les lieux de travail et particulièrement dans les entreprises.

4. Il faut construire un parti ouvert, permettant à tous ceux qui veulent travailler avec le Parti, sans forcément en être membres, d'en trouver l'occasion.

## A. - Les structures de base du P. S. U.

1. — *Le Groupe.* — Il est l'échelon privilégié de l'action à la base. Son caractère décentralisé doit permettre de favoriser le développement et l'organisation du courant socialiste. On peut distinguer :

- les groupes d'entreprises ;
- les groupes de quartier ou de commune ;

- les groupes ruraux ;
- les groupes étudiants (sur le plan des unités d'enseignement : facultés, instituts, etc.) ;
- les groupes de lycées (sur un ou plusieurs lycées) ;

Le groupe comprend trois sortes de membres :

- a) les militants du P.S.U. qui adhèrent et militent au sein du groupe ;
- b) les militants du P.S.U. qui

c) les militants sympathisants qui ne sont pas membres du P.S.U. mais demandent à militer au sein du groupe et sont admis par lui.

2. — *La Section* — est l'échelon de coordination des groupes qui la composent ; elle est en même temps l'échelon de base de délibération et



Collombert

- les groupes jeunes (associant lycéens, étudiants et jeunes travailleurs) ;
- les groupes d'autres milieux de travail et d'action associant des militants qui, par leur métier ou leur compétence, souhaitent travailler ensemble dans un domaine déterminé conduisant nécessairement à une pratique militante. En aucun cas il ne s'agit de simples groupes de réflexion et de discussion.

Cette liste n'est nullement limitative dans la mesure où le Parti, tout en rappelant la priorité absolue qu'il donne à l'organisation *sur les lieux du travail*, n'entend exclure aucune structure qui, à l'expérience, se révélera adéquate à son implantation.

L'organisation et l'articulation des groupes avec les autres organes du Parti sont de la compétence des fédérations.

membres d'une autre section, demandent à militer également au sein du groupe (ouvriers dans un groupe d'entreprise — étudiant dans un groupe de faculté, etc.).

Pour tout ce qui concerne la vie et les activités du groupe, *l'ensemble de ces militants disposent du droit de vote*, même s'ils prennent leur carte dans une autre section ;

de décision politiques.

Les sections d'entreprise établiront des contacts permanents avec la section locale du lieu de leur entreprise.

a) Echelon de coordination de groupes de nature diverses (entreprises, étudiants, quartiers, etc.), la section soutient l'existence de ces

Suite page 14

(1) En pratique, la formule suivante a été adoptée : les textes concernant l'organisation du Parti devront être adoptés à la majorité simple dans le cas où ils ne contreviennent pas aux statuts actuels ; ces textes devront être adoptés à la majorité qualifiée des deux tiers s'ils entraînent modification des statuts actuels ; leur adoption entraînera alors la suspension des articles ou portions d'articles des statuts en contradiction avec eux.

(2) A cet endroit, un amendement a été présenté au Congrès. Il est ainsi rédigé :

« Il importe donc que le P.S.U. ne se contente pas de dénoncer les méfaits de

la bureaucratie mais donne l'exemple de la lutte contre ce danger qui menace en permanence les partis ouvriers. Le congrès décide à cet effet que les mandats des responsables nationaux et des secrétaires fédéraux du parti seront limités dans le temps, soit à 6 ans (3 congrès) aux termes desquels les camarades ne seront pas immédiatement rééligibles. »

Cet amendement a obtenu 65% des mandats (767 exprimés, 494 pour, 273 contre), majorité simple alors qu'une majorité qualifiée des 2/3 lui était nécessaire.

Contrairement à ce qui a été annoncé dans une partie de la presse cet amendement n'est donc pas adopté.



## Manuel Bridier

ment des forces productives et l'allongement du processus de production ne créent pas des situations nouvelles, qui font entrer de nouvelles fonctions dans la sphère des activités productives — et par conséquent de nouvelles couches sociales dans la sphère du prolétariat. Nous pensons, quant à nous, qu'il en est ainsi et que l'évolution technologique fait de la science un facteur direct de la production. La tâche des chercheurs et des techniciens n'a plus seulement pour objet une meilleure utilisation des forces productives, du point de vue capitaliste — c'est-à-dire un taux maximum d'exploitation — mais elle est partie intégrante d'une fonction collective de production.

Ce sont là des problèmes que nous devons étudier plus en détail, nous en sommes les uns et les autres bien convaincus. Il faudra passer de l'affrontement des idées générales à un travail d'analyse sur les situations concrètes. Il faudra considérer les couches sociales dans leur évolution et non comme des catégories immuables. Il faudra étudier dans la réalité historique (et les exemples contemporains sont nombreux) comment une couche sociale devient prolétarienne. Il faudra approfondir la notion de contradiction secondaire au sein du prolétariat et examiner dans quelles conditions (il y en a aussi des exemples historiques) ces contradictions peuvent devenir antagonistes — ce qui conduit alors à la formation d'une nouvelle classe.

### L'hégémonie collective

C'est aussi l'étude approfondie des contradictions secondaires qui permettra de mieux définir le rôle des différentes couches sociales au sein du prolétariat : rôle moteur des ouvriers de l'industrie, rôle des intellectuels et des techniciens, hégémonie collective du prolétariat lui-même dans son ensemble.

Badiou, Durez, d'autres camarades ont contesté cette notion d'hégémonie collective. Ils lui opposent la notion classique d'hégémonie des seuls ouvriers de l'industrie, ce qui ferait des autres couches prolétariennes des alliés extérieurs et non des membres constitutifs de la classe ouvrière.

Certains diront que ce sont là des subtilités byzantines ou de purs problèmes de sociologie. Il suffit d'avoir participé à la commission de notre congrès, d'avoir vu deux cents congressistes suivre avec passion, à plus d'une heure du matin, le débat sur ce point précis, pour se rendre compte que nos militants ne sont nullement de cet avis et qu'ils mesurent au contraire à leur juste valeur toutes les conséquences d'un débat idéologique.

Il en découle en effet toute la conception de notre parti, de sa vie

interne et de son action extérieure, mais aussi, en fin de compte, de la société socialiste elle-même.

### Le risque bureaucratique

Nous croyons quant à nous que la capacité collective du prolétariat à gérer effectivement la société tout entière résulte aujourd'hui de sa diversité elle-même. Nous pensons que la prolétarisation des intellectuels, des techniciens, des étudiants donne au prolétariat la possibilité réelle d'exercer collectivement le pouvoir effectif. Nous pensons au contraire qu'une définition étroite (et, selon nous, archaïque) de la classe ou-

les contradictions nonantagonistes des diverses couches prolétariennes, n'est-ce pas fonder objectivement une certaine conception de la démocratie?

N'est-ce pas aussi définir l'ouverture et le comportement extérieur d'un parti qui se veut pluraliste, non plus au sens de la diversité des tendances, mais de la diversité objective de ses composantes sociales où doivent se retrouver, avec leurs rôles respectifs, toutes ces couches du prolétariat?

### La discussion continue

Au demeurant, quelles que soient nos appréciations, aucun parmi nous

décide pas sur le papier. Elle se confronte avec la réalité des luttes quotidiennes. Elle se mesure aux comportements réels dans la production et dans les conflits sociaux. C'est la pratique du travail dans les entreprises qui doit éclairer la réflexion théorique autant que la réflexion théorique doit guider la pratique elle-même.

Ainsi conçue, la continuation du débat ne s'oppose pas à la continuation de la lutte, elle ne l'entrave ni ne la freine mais ne fait qu'un avec elle.

Ce ne sont pas les « intellectuels » qui en ont le monopole, mais l'ensemble des militants, chacun avec



Collombert

ouvrière remet en cause cette capacité collective — ce qui crée les conditions propices au développement d'une couche bureaucratique dirigeante qui assume, en fait, les responsabilités « au nom de la classe ouvrière ».

Il en va de même pour la question du parti. Affirmer que la lutte des classes passe à travers le parti lui-même n'implique-t-il pas que l'on conçoive, au terme de cette lutte, un parti devenu socialement homogène — et par conséquent monolithique? Affirmer au contraire que le parti doit être à l'image de la classe dans son ensemble, assumant en son sein

n'a la prétention de détenir la vérité. Aussi bien la résolution finale que les interventions de Badiou et de Durez ont insisté sur la nécessité de poursuivre la discussion. Cela ne veut pas dire, évidemment, que nous allons nous transformer en une vaste académie politique — non plus qu'en un vaste forum de confrontation entre les « tendances ».

La question des bases sociales, du travail productif et du travail improductif, du caractère antagoniste ou secondaire des contradictions, de l'appartenance prolétarienne ou de la simple « alliance au prolétariat » de telle ou telle couche sociale ne se

l'expérience de son milieu social, de son front de lutte. Ce ne sont pas des courants sclérosés qui s'y déchirent, menant en leur sein la recherche pour mieux fourbir leurs arguments contre l'autre, mais des camarades d'un même parti qui réfléchissent ensemble et apportent chacun leur contribution à l'élaboration collective de la doctrine commune, jamais définitive, jamais figée, mais ouverte à la contradiction et à l'épreuve des faits.

Par-delà ses aspects épisodiques c'est là sans doute le sens positif de notre congrès. □



**(l'organisation du parti - Thèse 14)**

groupes qui sans elle n'offriraient pas de garanties de stabilité suffisantes s'ils étaient totalement isolés.

b) Echelon de délibération et de décision politiques, la section a vocation de réunir les membres des groupes qui la composent pour toute discussion et tout vote qui visent à définir la politique du Parti (Congrès et Conseils) ; ainsi peut s'effectuer en son sein la confrontation souhaitable entre militants qui mettront en commun des expériences différentes et éviteront ainsi tout danger de corporatisme et de sectarisme.

La section doit avoir une dimension suffisante pour lui permettre de remplir sa fonction. La représentation des militants dans les instances du parti ne se fait qu'au sein de la section et seuls les membres de la section disposent du droit de vote et peuvent la représenter dans ces instances.

**B. — La direction du P.S.U.**

1. La Direction Politique Nationale est chargée de l'application de la ligne politique définie par les Congrès et Conseils nationaux. Elle comprend 39 membres élus par le Congrès sur une base politique et conformément aux actuels statuts ; il n'est pas élu de suppléant. Chaque Conseil national a charge de pourvoir aux vacances qui se sont produites. La direction politique se réunit de plein droit tous les mois.

Conformément aux actuels statuts les régions non représentées à la direction politique nationale disposent d'un observateur qui peut participer aux débats de cet organisme.

Entre deux congrès, un camarade de la Direction politique absent à quatre réunions (ou deux absences injustifiées) est considéré comme démissionnaire. Les membres de la Direction politique sont répartis sur les divers secteurs d'activité du Bureau national dont ils secondent les membres. Chaque session de la Direction politique est précédée d'une réunion d'une demi-journée de chaque membre du B.N. et des camarades du C.P.N. qui lui sont adjoints.

2. Le Bureau national (B.N.), organe d'exécution de la Direction politique nationale entre les sessions de celle-ci, est chargé de la gestion et de l'administration courante du parti. Le nombre de ses membres ne peut en aucun cas dé-

passer le tiers des membres de la direction politique nationale.

3. Le Conseil national est chargé, entre deux congrès, de contrôler l'application, par la Direction politique nationale, de la ligne politique fixée par le Parti, de trancher tout problème d'importance qui n'aurait pas été réglé par le Congrès. A cet effet, le Conseil national se réunit de plein droit deux fois par an (une seule l'année du Congrès) ; il se réunit en session extraordinaire sur décision de la Direction politique ou sur demande du tiers des fédérations. L'ordre du jour du Conseil national est fixé par la Direction politique ; à la demande du tiers des fédérations, ou au début du Conseil, du tiers des délégués, une ou plusieurs questions supplémentaires peuvent être inscrites à l'ordre du jour.

Les délégués sont au nombre d'un délégué de droit par fédération, et d'un délégué supplémentaire pour 100 adhérents. Le vote par mandat se fait selon les règles actuelles. Les délégués au Conseil national sont élus par les conseils fédéraux et mandatés par eux.

Les conseils fédéraux sont composés de délégués élus et mandatés à cette occasion par les sections. S'il y a nécessité de convoquer le Conseil national extraordinaire dans des délais que ne permettent pas aux sections et fédérations de le préparer, ce sont les délégués élus au précédent Conseil qui sont automatiquement délégués pour celui-ci.

Les membres de la Direction politique nationale sont membres de droit du Conseil national ; ils ne votent pas. La Direction politique a pouvoir de désigner pour chaque session au Conseil national d'autres membres de droit (dans la limite de 15 personnes), en fonction de leurs compétences ou de leur représentativité ; ceux-ci ne disposent pas du droit de vote.

4. La direction politique nationale enverra régulièrement des comptes rendus de ses travaux aux secrétaires de sections. A chaque session du Conseil national, la Direction politique nationale présente un rapport d'activité qui donne lieu à débat et vote. Le rejet de ce rapport entraîne la démission de la Direction politique. Une direction provisoire, élue par le Conseil national, a charge de gérer le Parti jusqu'à un congrès extraordinaire convoqué dans les trois mois. Par ailleurs un Congrès extraordinaire peut être convoqué à la demande d'un tiers des fédérations du Parti ou d'un tiers des mandats du Conseil national.

5. Les fédérations ont pouvoir d'adapter à la situation qui est la leur les structures qui seront décidées pour la direction du Parti. Elles ont notamment la liberté de mettre en cause le découpage départemental.

6. Le Conseil régional. Un pas supplémentaire dans l'organisation régionale doit être franchi par la création de Conseils régionaux désignés par les Conseils fédéraux. Ces Conseils régionaux ont compétence pour délibérer et voter sur les problèmes politiques de la région et sur l'ap-

plication de la ligne du Parti aux luttes menées à cet échelon.

A l'intérieur du parti, la mise en place du fonctionnement démocratique et politique des régions qui est un de nos objectifs permettra aux conseils régionaux de délibérer sur les questions à l'ordre du jour du conseil national.

7. L'article 14 des statuts (nécessité d'un certain temps de présence au Parti avant d'y exercer des fonctions) est supprimé.

8. L'article 8 des statuts concernant les jeunes est supprimé.

Des propositions sont faites, dans une motion présentée en annexe au congrès, en ce qui concerne l'organisation des lycéens et des jeunes travailleurs au sein du parti. Le congrès décide que le premier conseil national à se réunir le sera sur ce sujet qu'il tranchera définitivement. En attendant, les groupes exis-

tants continueront à être coordonnés tels qu'ils le sont présentement.

**MOTION ADDITIONNELLE**

Une commission nationale entre-prises responsable et représentative des grands courants sociaux existants dans le pays sera désignée par les instances nationales, et agira sous leur responsabilité.

Elle aura pour tâche de coordonner le travail des sections existantes, de susciter la création de nouvelles implantations et de publier régulièrement « le Courrier des Entreprises », publication qui sera réalisée financièrement par une contribution régulière de la trésorerie nationale. En effet, le choix prioritaire que le P.S.U. fait en faveur de l'action dans les entreprises doit se traduire aussi sur le plan des répartitions budgétaires.

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption ; le samedi, de 9 h à 12 h)

<b>EDITIONS OUVRIERES</b>	
— LA REDUCTION DU TEMPS DU TRAVAIL (J.-L. Bodiguel) .....	26,00
<b>EDITIONS DU SEUIL</b>	
— LA C.G.T. (André Barjonet) .....	4,50
— COMBATS ETUDIANTS DANS LE MONDE .....	15,00
— LES COMMUNISTES FRANÇAIS (Annie Kriegel) .....	7,50
— LE MOUVEMENT DE MAI OU LE COMMUNISME UTOPIQUE (Alain Touraine) .....	21,00
— LE SOCIALISME DIFFICILE (André Gorz) .....	16,00
— LE THEATRE HORS LES MURS (Ph. Madral) .....	6,00
<b>EDITIONS ANTHROPOS</b>	
— L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME (N. Boukharine) ..	15,00
— MARX ET ENGELS (Conférence faite aux cours de marxisme près l'Académie socialiste 1922 - D. Riazanov) .....	15,00
— LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE (N. Boukharine) ..	20,00
<b>EDITIONS MASPERO</b>	
— LIRE LE CAPITAL (L. Althusser - E. Balibar)	
Tome I .....	6,15
Tome II .....	6,15
— A.B.C. DU COMMUNISME (N. Boukharine - E. Préobrajensky)	
Tome I .....	6,15
Tome II .....	6,15
— MAI 68, UNE REPETITION GENERALE (Bensaïd et Weber) .....	8,90
— PLANIFICATION ET CROISSANCE ACCELEREE (Bettelheim) .....	6,15
— ECONOMIE POLITIQUE DE LA CROISSANCE (Baran) .....	24,65
<b>EDITIONS JULLIARD</b>	
— LE LAMINAGE CONTINU (Pierre Belleville) .....	20,70
<b>EDITIONS SOCIALES</b>	
— LE MANIFESTE de Marx et Engels .....	2,10
— LE ROLE DE LA VIOLENCE DANS L'HISTOIRE (Engels) .....	3,65
— L'IDEOLOGIE ALLEMANDE (Marx et Engels) .....	3,65
— LA GUERRE CIVILE EN FRANCE - 1871 (Marx) .....	3,65
— L'IMPERIALISME, STADE SUPREME DU CAPITALISME (Lénine) ..	3,00

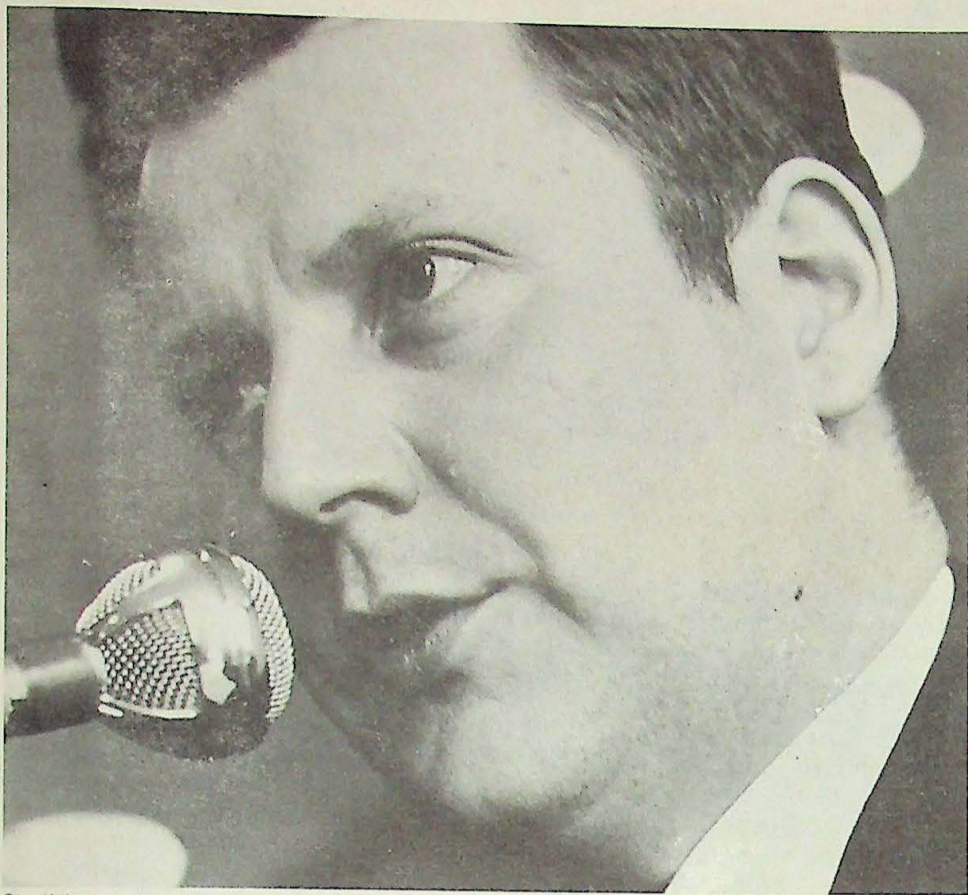


**LIBRAIRIE TRIBUNE SOCIALISTE**  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15° C.C.P. 58 26 65

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04  
Permanent de 14 h. à 24 h.  
**L'Astragale**



# Suite des messages des partis frères et organisations amies



Ch. Kuhn

## M.A.P.A.M. (Israël)

« Permettez-nous de vous adresser à l'occasion de votre congrès les salutations du parti judéo-arabe qu'est le M.A.P.A.M., le parti de la gauche marxiste israélienne.

« C'est avec joie que nous avons reçu votre invitation nous conviant à participer à votre congrès, car depuis sa fondation, nous n'avons cessé de voir dans le P.S.U. notre parti frère en France ; vous êtes à nos yeux les représentants français de la Gauche Internationaliste Indépendante.

« Nous ne sommes pas venus ici uniquement pour vous saluer mais aussi pour demander votre aide afin de mettre fin au conflit sanglant et tragique qui déchire le Moyen-Orient.

« La violence, la terreur, l'intransigeance et l'escalade d'une part, l'annexionnisme, le rejet de toute concession et une politique de fait accompli d'autre part, ne sauraient en aucun cas résoudre le conflit. Seuls sauraient y mettre fin des pourparlers destinés à négocier une paix basée sur la coexistence, le respect et l'égalité nationale, le droit à l'autodétermination et l'intégrité nationale des deux peuples voisins pour qui la Palestine s'est effectivement muée, au cours des temps, en patrie historique commune : le peuple juif israélien et le peuple arabe palestinien. Une paix établie sur la base de frontières sûres et reconnues, de la liberté de navigation et d'une solution juste aux problèmes des réfugiés. Une paix envisageant la perspective d'une coopération économique et d'une fédération entre l'Etat d'Israël et l'Etat Jordanien Palestinien.

« Puisque les gouvernements arabe et israélien proclament vouloir respecter les décisions du Conseil de Sécurité de novembre 1967, il ne saurait être fait état d'aucune raison ni d'aucune justification, à ce que ne s'engagent entre eux directement, ou par l'intermédiaire du Docteur Jarring, des pourparlers visant à mettre en application tous les paragraphes de ces résolutions. Perpétuer la tension

et le conflit militaire au Moyen-Orient, c'est non seulement courir le danger d'une nouvelle guerre mais c'est aussi alimenter dans tous les pays de cette région un état de siège et un climat de peur qui poussent chaque peuple à accorder la prédominance à la solidarité nationale au détriment d'une différenciation sociale de classe et de la solidarité internationale. C'est aussi accroître la course aux armements et la dépendance envers les fournisseurs d'armes, les grandes puissances, l'impérialisme.

« Seuls les efforts pour mettre fin au conflit et les négociations en vue

d'une paix juste, respectueuse de l'égalité et de la sécurité mutuelles seraient en mesure de frayer la voie à une croissance et à un développement des forces socialistes indépendantes dans chacun de ces pays, seuls capables de mener une lutte anti-impérialiste efficace.

« Les peuples du Moyen-Orient n'ont ni besoin d'intrigues ou d'escalades, ni de céder le pas aux extrémistes, ni de se voir imposer un accord impérialiste, mais au contraire d'une régression du chauvinisme, du militarisme et de l'escalade, ainsi que de l'affermissement et de la montée dans chacun des pays de notre région des forces qui aspirent à la paix.

« La gauche israélienne vous demande, chers camarades du PSU, de nous accorder votre soutien moral et politique dans notre double, si ce n'est triple lutte : préserver notre existence nationale en butte à la terreur et aux menaces de guerre et de destruction, lutter contre le pessimisme affectant les chances de la paix et enrayer certaines manifestations de chauvinisme et d'annexionnisme qui se font jour au sein d'une minorité de l'opinion publique israélienne.

« Nous vous demandons de nous aider à trouver des interlocuteurs et des partenaires au sein de la gauche arabe et du peuple palestinien, partenaires qui s'efforceront, à l'instar du M.A.P.A.M., d'unir patriotisme et internationalisme à la lutte pour la paix et le socialisme.

« ... Nous vous demandons de nous aider à engager au grand jour un dialogue sincère avec la gauche arabe, c'est agir dans l'intérêt et pour le bien de nos deux peuples, c'est servir la lutte anti-impérialiste et œuvrer pour un avenir socialiste au Moyen-Orient.

« Vous nous aiderez ainsi à gagner la paix. Shalom-Salam. »

## MESSAGES D'ORGANISATIONS ETRANGERES NON PRESENTES AU CONGRES

● **GRANDE-BRETAGNE, Groupe « Tribune » :**

« Nous regrettons de ne pouvoir assister à votre congrès pour cause de manque de fonds. Nous vous souhaitons le plus grand succès et espérons assister à votre 7<sup>e</sup> congrès. — Franck ALLAUN, James DICKENS, chambre des Communes. »

● **BELGIQUE, Confédération Socialiste du Travail :**

« Meilleurs vœux à votre 6<sup>e</sup> congrès auquel nous ne pourrions assister à cause de difficultés, tant de finances que de personnel. Je suis moi-même toujours interdit de séjour en France ; Meilleures salutations socialistes. — Ernest MANDEL. »

● **SYRIE, Parti Baath Syrien :**

« Impossible assister 6<sup>e</sup> congrès P.S.U. en raison événements en Syrie. Vous souhaitons grand succès. — Ibrahim MARKOS, responsable des relations extérieures du Baath. »

● **ROUMANIE, Parti Communiste Roumain :**

« La délégation du Parti Communiste Roumain qui devait assister au 6<sup>e</sup> congrès du P.S.U. est retenue en Roumanie pour une réunion très importante du comité central. Le Parti Communiste Roumain présente au P.S.U. ses meilleurs vœux pour son 6<sup>e</sup> congrès. »



Collombert



# Ce n'est qu'un début...

Manuel Bridier

« Ce n'est qu'un début, la lutte continue... » C'est sur le mot d'ordre de mai 68, scandé par les camarades étudiants, que s'est terminé, dimanche soir, notre sixième congrès. Il n'était pas, en effet, de meilleure conclusion à nos débats, non seulement parce qu'il s'agit maintenant de poursuivre l'action à la base, dans les luttes concrètes de tous les jours, mais aussi parce que le débat lui-même est inachevé, parce qu'il s'agit de le prolonger et de l'enrichir, à la fois par une réflexion approfondie et par une confrontation permanente avec la pratique.

Si les péripéties de la discussion sur le référendum retiennent aujourd'hui l'attention, c'est probablement son apport à une recherche commune qui apparaîtra plus tard comme le plus important de ce congrès. De ce point de vue, les problèmes soulevés par les interventions de Garnier, d'une part, d'Alain Badiou, d'autre part, ainsi que les réponses que Christian Guerche, Jean-Marie Vincent et moi-même leur avons faites ne sont pas seulement le résumé d'une controverse ancienne. Elles ont obligé les uns et les autres à préciser leur pensée. Elles doivent permettre à tous de prendre part activement à une discussion qui n'est pas affaire de spécialistes, querelle de théoriciens, mais dont dépend pour une large part l'orientation pratique de notre action.

## En quoi consiste la divergence ?

Les questions posées par notre camarade Badiou, en particulier (dont nous publions ici même les principales observations) impliquent un jugement d'ensemble sur la stratégie des classes et sur le rôle même du parti. Encore faut-il bien préciser en quoi consiste la divergence.

Le camarade Roland Leroy, lorsqu'il attaquait au nom du parti communiste notre thèse n° 4, sur les bases sociales du socialisme, en donnait volontairement une image fautive. Le lecteur de « France Nouvelle » pouvait croire que le P.S.U. contestait le rôle dirigeant du prolétariat dans la lutte pour le socialisme et,

dans une phase ultérieure, pour son édification. Il pouvait penser que nous avions des forces populaires une conception très vague, très sentimentale, unissant dans une même catégorie des classes sociales aux intérêts contradictoires, englobant à la fois des prolétaires et une partie de la bourgeoisie libérale. Il pouvait même s'imaginer que le P.S.U. était le parti des technocrates par excellence, proclamant le rôle dirigeant des intellectuels et des techniciens sur toute la classe ouvrière !

Ce serait méconnaître la finesse d'analyse du camarade Badiou que de confondre sa critique avec celle de Roland Leroy, même si les simplifications d'un congrès ne permettent pas toujours de bien préciser toutes les nuances.

## La classe ouvrière, au sens large

Le problème que nous avons débattu à Dijon n'est pas celui du rôle mais celui de la *nature* du prolétariat dans la société contemporaine. Il ne s'agit pas de contester ou d'affirmer le rôle dirigeant du prolétariat — ce qui est une évidence pour tout socialiste — mais de savoir quelles en sont les limites et les composantes.

Le projet de thèse définissait la classe ouvrière, au sens large, comme l'ensemble de ceux qui louent leur force de travail, sans détenir la propriété des moyens de production ni le contrôle effectif de leur emploi. Cette définition englobait une partie des cadres et des techniciens, dans leur activité productive, créatrice de plus-value. Elle excluait (en tant que couche sociale et non, bien sûr, en tant qu'individus) les cadres de gestion, les professions libérales et tous ceux dont le revenu, même sous la forme juridique apparente du salariat, est une répartition de la plus-value globale.

La discussion du congrès, le travail des commissions a mis en lumière les insuffisances de notre première formulation. Sous sa forme nouvelle, la thèse sur les bases sociales reprend l'idée essentielle du projet, à savoir l'extension du prolétariat à

de nouvelles couches et l'existence de contradictions secondaires, « non antagonistes », entre les diverses couches de ce prolétariat élargi; mais elle y apporte des précisions. Elle souligne l'importance du rôle concret de chacun dans le processus de production comme critère de l'appartenance au prolétariat, et par conséquent de l'appartenance objective aux forces révolutionnaires.

## D'accord sur la méthode

Certes, ce n'était pas en quelques heures de confrontation que l'on pouvait régler un problème aussi complexe, dont le mouvement socialiste a débattu pendant plus d'un siècle. Du moins avons-nous constaté que nous étions d'accord, par-delà les divergences d'interprétation, sur la méthode de raisonnement et les critères d'analyses. D'accord pour rejeter toute conception volontariste et subjective du prolétariat. L'appartenance au prolétariat d'une couche sociale, en tant que telle, résulte de sa situation objective dans la production, ce qui laisse entier, bien entendu, le problème de la conscience que ses membres peuvent en avoir, en tant que personnes, et du rôle des partis eux-mêmes pour les y aider.

D'accord aussi pour considérer que la ligne de partage passe par la distinction entre travail productif et travail improductif, entre production de plus-value et répartition de plus-value, nous ne l'étions pas sur l'application de ce critère à la réalité contemporaine. Comme Badiou le rappelait lui-même à la commission, Marx ne s'est pas contenté de généralités sur la notion de travail productif. Il a étudié d'une façon précise la division du travail dans la société de son temps et analysé le caractère productif ou improductif des principales fonctions observées.

## Des situations nouvelles

La seule question qui se pose ici, du point de vue strictement scientifique, est de savoir si le développe-